

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 OCTOBRE 1909.

Proposition de loi pour la conservation de la beauté des paysages ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée au cours de la session de 1904-1905 par MM. Destrée et Carton de Wiart a été renvoyée à l'examen de la Commission spéciale instituée pour l'étude de la proposition relative aux taxes sur les enseignes, pancartes et tableaux. Elle a fait l'objet d'un examen simultané.

Les considérations qui se trouvent développées dans le rapport relatif à ce projet de loi peuvent être invoqués aux fins de la complète justification de la présente proposition qui a pour but « la conservation de la beauté des paysages ». Elle tend, en effet, à réaliser — sous une forme modeste et sur un point spécial — un des desiderata de nombreux congrès, de tous les amis de la nature et des sites.

Elle répond à ces protestations qui aujourd'hui surgissent aussitôt que l'on menace nos paysages, que l'on commet quelque attentat contre l'architecture de nos forêts.

Nous avons assisté dernièrement au mouvement d'opinion en faveur de la conservation dans sa sauvage beauté de la région des Hautes-Fagnes.

Le domaine de la Forêt de Soignes paraît désormais à l'abri des convoitises des spéculateurs ou des entreprises, non moins redoutables, des « coiffeurs et des costumiers de paysages ».

On doit féliciter à cet égard l'honorable Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture qui a bien voulu signaler à l'inspection des eaux et forêts, qu'il importe de laisser aux forêts leur caractère sauvage, qui a renouvelé

(1) Proposition de loi, n° 234 (session de 1904-1905).

(2) La Commission, présidée par M. Cousot, était composée de MM. Borboux, Claes, Tibbaut, Vandervelde, Versteyleu, Wauwermans.

l'assurance qu'il s'opposerait toujours « à ce qu'on déparât la forêt de Soignes par l'établissement de nouveaux chemins de luxe ».

Mais il n'est pas moins vrai que les bords de la Meuse, de l'Ourthe, de la Semois, ces régions merveilleuses — que l'on qualifie de Petite Suisse belge, comme si elles devaient rougir du titre de Grande Ardenne —, continuent à être menacés; qu'il semble exister, sinon un conflit, du moins une contrariété d'intérêts entre les nécessités de l'industrie et les droits de l'esthétique.

Livrer, sans règle ni réserve, un pays pittoresque aux ravages de l'industrie, c'est gaspiller une richesse nationale, détruire un des aspects de la patrie.

Sans doute ce serait une autre faute que de vouloir transformer tout entier un pays ou une région en un parc fermé aux travailleurs et aux industriels.

Nous avons assisté dernièrement à un de ces conflits à l'occasion de la demande d'autorisation d'établissement d'une usine à Namèche.

Mais l'art et la nature peuvent trouver un terrain d'entente.

La proposition de MM. Destrée et Carton de Wiart est — dans cet ordre de vues — toute de conciliation et d'un caractère particulièrement pratique.

Les montagnes nous fournissent à chaque instant l'exemple de la facilité avec laquelle la nature tend à reprendre possession du domaine dont on a voulu la bannir.

Aidons-la dans les efforts qu'elle tente pour se guérir des tares que l'industrie lui inflige.

Une solution analogue à celle qui vous est soumise, a été préconisée dernièrement en vue de la suppression des crassiers dans la vallée de la Moselle.

En Angleterre, la *Midland reafforesting association* entreprend en ce moment le boisement des affreuses montagnes de déblais calcaires et sableux qui ont été formés de main d'homme autour des puits de toutes les mines. Ses essais ont démontré que, malgré l'aspect très aride de ces déblais, ces plantations pouvaient réussir. Une plantation de deux hectares cinquante ares a été faite avec succès il y a un an à Wednesbury, et une autre, non moins importante, à Old Hill. Ces terrains ravagés fussent demeurés, à défaut des efforts de l'Association, impropres à toute destination.

Nul doute que le Département de l'Agriculture soit à même de guider et d'encourager les essais en vue d'assurer les meilleurs et les plus rapides résultats. Il pourra indiquer les essences assez rudes pour s'accommoder des sols rocailleux, et ici encore aider au mouvement que nous constatons s'accroître si heureusement en faveur des reboisements.

La Commission n'a pas hésité à se rallier au principe de la proposition.

Toutefois, il conviendrait, semble-t-il, d'en préciser les termes, car l'obligation qu'elle emporte ne paraît pas pouvoir s'imposer avec une égale force dans toutes les régions du pays.

Il en est qui se trouvent vouées aux nécessités de l'industrie, et qui ne paraissent point pouvoir fournir d'autre aspect de grandeur que celle de la puissance de l'ingénieur.

On comprendrait difficilement que les exploitants pussent se trouver exposés à l'appréciation des tribunaux qui auraient pour mission de

rechercher, comme condition préjudicielle, s'il y a, ou non, « dommage causé à la beauté du paysage ».

Il importe de limiter l'obligation aux exploitants de mines, minières et carrières et de travaux publics, et non à toute personne qui se livre à une exploitation quelconque, fût-elle agricole, et consistât-elle en une simple mise en valeur de sa propriété.

Les exploitations de mines et minières fournissent matière à autorisations ; les exploitations de carrières à ciel ouvert sont susceptibles de réglementation ; les travaux de chemins de fer et routes nécessitent l'intervention préalable des pouvoirs publics : dans tous ces cas, il se comprend que l'on puisse subordonner cette autorisation à la nécessité de réparer les dommages d'aspect. Il suffit de laisser à la sagesse de l'administration le soin de dispenser l'exploitant lorsqu'elle estimera la mesure injustifiée.

Mais ce ne peut être là qu'un régime temporaire ; et force sera d'aboutir dans un avenir — dont nous souhaitons le prompt avènement — à la classification des paysages et des sites, en adoptant le précédent des lois hessoise et française.

L'application de la proposition de MM. Destrée et Carton de Wiart deviendra aisée à partir de ce moment : Il suffira de prévoir qu'elle portera ses effets dans les régions délimitées par les commissions.

La France possède à cet égard, depuis le 30 mars 1887, une législation très précise, relative aux monuments et objets d'art dont la conservation présente un intérêt national, au point de vue de l'histoire ou de l'art.

Ses trois premiers chapitres fournissent le moyen de classer et de conserver de nombreux monuments, soit à raison de leurs qualités artistiques, soit à raison des souvenirs historiques qu'ils rappellent : tels la maison de Jeanne d'Arc à Domremy ou la salle du Jeu de Paume à Versailles.

Mais si l'article 5 de cette loi reconnaît au Ministre des Beaux-Arts le droit de « poursuivre l'expropriation des monuments mégalithiques, ainsi que celle des terrains sur lesquels ces monuments sont placés », la considération du site ne peut influer sur la décision : ils sont considérés comme des vestiges du passé, des souvenirs mystérieux du séjour de nos ancêtres.

Le législateur français possédait toute une organisation administrative, à laquelle il était permis de confier la garde et la protection des eaux, accusées de n'avoir d'autres mérites que leur chant et leur fraîcheur sur le lit de pierres, des arbres, insoucians dans leur beauté de la quantité de planches, de bûches et de fagots qu'ils sont susceptibles de fournir, des rochers farouches, ignorants de la quantité de chaux, de moellons et de pavés en lesquels ils pourraient se convertir.

Aussi fut-il facile d'organiser dans chaque département une commission des sites et monuments naturels de caractère artistique.

Le 10 juillet 1908, M. le député Charles Beauquier a déposé une proposition de loi ayant pour objet de réglementer les occupations temporaires sur des terrains classés parmi les sites ou monuments à protéger.

Les articles 2 et suivants de cette proposition reproduisent ou s'inspirent des textes du projet qui vous est soumis (1).

La Commission chargée par la Fédération historique et archéologique de Belgique de préparer un projet de loi relatif à la conservation des monuments n'est pas restée inactive dans l'ordre d'idées que nous venons d'aborder (2).

Un avant-projet de loi de M. M. Benoidt, membre de l'Académie royale d'archéologie, complété par M. A. de Behault de Dornon, assistant du Musée des sciences naturelles; un autre projet de M. de Munck, en vue de la création de commissions provinciales pour la conservation des objets pouvant intéresser l'histoire, l'archéologie et les sciences, ont fait l'objet d'études et discussions approfondies. Un texte définitif a été arrêté par elle au début de cette année, et il est à souhaiter que suite pourra être prochainement donnée désormais à la déclaration que M. le Ministre de Burlet faisait le 2 août 1894 en séance solennelle de l'un des congrès de la Fédération :

« Le Gouvernement a l'intention de présenter aux Chambres, au cours » de la session prochaine, un projet de loi ayant pour but de protéger » contre le vandalisme les monuments et les œuvres d'art que nous ont » légués nos ancêtres. »

Jusqu'au moment où cette œuvre sera réalisée, les initiatives privées pourront exercer et continueront à exercer une œuvre particulièrement féconde.

De même qu'il existe des sociétés d'amis des musées dont les initiatives et les sacrifices ont conservé à nos musées des richesses qui semblaient devoir nous être ravies, pourquoi ne verrions-nous pas se constituer chez nous des sociétés des *amis des sites* ?

L'Angleterre a vu se constituer, en 1894, le *National Trust for places of Historic Interest and Natural Beauty*.

Cette association fait appel à tous ceux qui estiment qu'un pays ne peut sans déchoir perdre son patrimoine de beauté.

(1) Article premier. — En aucun cas, une occupation temporaire ne pourra être autorisée sur les monuments naturels, sites et paysages classés. Il en sera de même autour des dits monuments naturels, sites et paysages, dans un périmètre qui sera fixé dans chaque département par la Commission départementale des Sites créée conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1906.

Art. 2. — Tout exploitant qui modifiera l'aspect visible du sol sera tenu, aussitôt ses travaux achevés, et si possible, à mesure de leur achèvement partiel successif, de réparer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsister d'une manière permanente.

Art. 3. — A défaut de se conformer au précédent article, il pourra y être contraint par autorité de justice.

Art. 4. — Un règlement d'administration publique réglera la procédure et les détails de la présente loi.

(2) Congrès de Mons 1905 et de Gand 1907.

Déjà elle a pu acquérir vingt propriétés. Son premier achat fut une bande de 14 acres de terres sauvages à Barras Head, en face de Tintagel Castle, sur les côtes des Cornouailles, en des sites où revivent les légendes du roi Arthur.

Pour acquérir et ouvrir au public les paysages de Brandehow, sur les rives du lac Derwent, dont la beauté a inspiré Worthworth, il fallait réunir 6,500 livres sterling. Une souscription fut ouverte, et voici que parmi ceux qui adressaient leur offrande d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, se trouva un ouvrier de Sheffield, qui envoyait sa demi-couronne en disant :

« Toute ma vie j'ai rêvé de voir les lacs ; maintenant je n'ai plus l'espoir de jamais les voir, mais je voudrais aider à les garder pour les autres. »

Le *National Trust* a reçu des dons. Le poète W.-H.-L. Nation lui a offert les hauteurs de Rockbeare, près Exeter, vingt et un acres de bois et bruyères couronnant des hauteurs, d'autres dons lui assurent la falaise de Barnmouth, les ruines de Duffield Castle, sur la rivière Derwent, non loin de Derby.

Là où le trust ne peut acquérir des domaines, il s'emploie à sauver quelque vieux souvenir du passé, des monuments naturels, à ériger des mémoriaux dont la vue fait songer à l'art, et constituent la réclame de la Beauté.

Les sites admirables n'ont généralement pas une valeur marchande bien considérable : Les ruines de Pierrefonds furent rachetées sept mille francs.

Un dolmen, et un petit bois qui l'environnait, furent vendus dernièrement quatre-vingt-dix francs.

Peu de jours avant sa mort, Sa Majesté la Reine donnait 12,000 francs de sa cassette particulière pour empêcher les grands arbres de la région des Ardennes belges d'être abattus, et contribua à la conservation de la cascade de Høgne, près de Spa. Le Roi, en faisant don à la Nation des domaines de Ciergnon et d'Ardenne, a pris soin de stipuler « que les richesses minérales ne pourront être exploitées, et des voies ferrées établies que dans la mesure où cette exploitation et cet établissement seraient compatibles avec la conservation du cachet artistique et de l'aspect agreste des domaines ».

Le square du Roi à l'avenue Louise est protégé contre toute modification par l'institution de la Commission de la Donation royale.

Ce serait une œuvre féconde que celle qui contribuerait à réconcilier la nature avec l'industrie.

La reconnaissance de la « richesse d'art » ne remonte pas à une période bien éloignée de nous.

L'on ne songeait guère il y a un siècle qu'il existât des biens immatériels et que le patriotisme des nations ou des individus pût comprendre la défense d'un autre bien que celui susceptible de prise de possession effective, meubles ou immeubles.

Les droits intellectuels étaient inconnus ou méconnus, et nul ne songeait que l'œuvre d'art n'est qu'une incarnation de la pensée de l'artiste ; que l'idée créatrice constitue un titre de droits étrangers au propriétaire de la matière.

Qui songeait il y a un demi-siècle, au moment où, suivant la parole de Mentchikoff, « l'homme du XIX^e siècle entrait dans la nature comme un bourreau », où la force brutale de l'industrie réagissait contre les idylles de Jean Jacques et les bergeries de Trianon, qu'un jour le législateur, qui a constitué les servitudes militaires, serait fondé à créer des servitudes artistiques ?

Cette œuvre est cependant bonne autant que belle.

Là où le sentiment esthétique renaîtra, là aussi le niveau moral se relèvera ; et lorsque cet amour de l'art dans la nature aura conquis sa place et son importance, on reconnaîtra qu'il vaut mieux étudier les beautés de chaque pays et chercher les uns chez les autres des objets à comprendre, à admirer et à aimer, que de se faire mutuellement la guerre.

Le Parlement tiendra à rapprocher l'heure où cet idéal sera complètement, entièrement, réalisé.

Le Rapporteur,

WAUWERMANS.

Le Président,

G. COUSOT.



(7)

Proposition de loi pour la conservation de la beauté des paysages.

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Tout exploitant qui modifiera l'aspect visible du sol sera tenu, aussitôt ses travaux achevés, et si possible, à mesure de leur achèvement partiel successif, de réparer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsister d'une manière permanente.

ART. 2.

A défaut de se conformer au précédent article, il pourra y être contraint par justice. L'action sera poursuivie devant le tribunal de première instance du lieu dévasté, à la requête du Procureur du Roi. Elle appartiendra également à tout citoyen belge.

Le tribunal s'entourera de tous les renseignements nécessaires et recourra, s'il y a lieu, à une expertise, aux fins de déterminer de quelle manière peuvent se concilier équitablement les droits de l'exploitant et ceux de l'esthétique des paysages.

Wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Elk ondernemer, die het zichtbaar voorkomen van den bodem wijzigt, is, zoodra zijne werken voltooid zijn, en, indien mogelijk, naarmate van hunne gedeeltelijke voltooiing, gehouden de schade, aan de schoonheid van het landschap toegebracht, te herstellen, inzonderheid door de noodige plantsoenen aan te leggen om de blijvende uithollingen, weggravingen of aan-aardingen met een mantel van groen te bedekken.

ART. 2.

Onderwerpt hij zich niet aan het vorig artikel, dan kan hij daartoe in rechten gedwongen worden. De eisch wordt, op vordering van den Procureur des Konings, gebracht voor de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de verwoeste plaats is gelegen; hij kan insgelijks worden ingesteld door elken Belgischen burger.

De rechtbank neemt alle noodige inlichtingen en beveelt, zoo daartoe redenen zijn, eene plaatsopneming, ten einde vast te stellen op welke wijze men de rechten van den ondernemer en de schoonheidsver-eischten der landschappen kan doen samengaan.

Texte amendé.

ARTICLE PREMIER.

A défaut de dispense expresse dans l'acte de concession, ou d'autorisation spéciale, tout exploitant de mines, minières ou carrières à ciel ouvert, tout concessionnaire de travaux publics de nature à modifier l'aspect visible du sol et à entraîner dommage à la beauté du paysage, est tenu de couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais destinés à subsister d'une manière permanente.

Les plantations seront exécutées à mesure de l'achèvement partiel successif des travaux.

ART. 2.

(Comme ci contre.)

(Comme ci-contre.)

Gewijzigde tekst.

EERSTE ARTIKEL.

Bij gebrek van uitdrukkelijke vrijstelling in de akte van concessie, of van bijzondere machtiging, is elke ontginner van mijnen, graverijen of steengroeven in de open lucht, elke aannemer van openbare werken, die het zichtbaar voorkomen van den bodem kunnen wijzigen en schade toebrengen aan de schoonheid van het landschap, gehouden met een mantel van groen te bedekken de uithollingen, weggravingen of aanaardingen bestemd blijvend te bestaan.

De beplantingen moeten geschieden naarmate van de gedeeltelijke voltooiing der werken.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

ART. 3.

La présente loi s'applique à l'État,
aux provinces et aux communes de
même qu'aux entreprises privées. 3

ART. 3.

Deze wet is van toepassing op
den Staat, op de provinciën en op
de gemeenten, alsmede op de pri-
vate ondernemingen.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

Ajouter un alinéa 3.

A défaut d'exécution dans le délai que fixera le tribunal, les travaux seront opérés d'office aux frais de l'exploitant par les soins de l'administration communale.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Een 3^{de} lid toe te voegen :

Bij gebrek van uitvoering binnen den tijd, door de rechtbank te bepalen, worden de werken ambtshalve verricht, op kosten van den ondernemer, door de zorg van het gemeentebestuur.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 OCTOBER 1909.

Wetsvoorstel tot het behoud van de schoonheid der landschappen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, in den loop van het zittingsjaar 1904-1905 overgelegd door de heeren Destrée en Carton de Wiart, werd tot onderzoek gezonden naar de bijzondere Commissie ingesteld tot bestudeering van het voorstel betreffende het heffen van belasting op uithangborden, plakkatens en schilderstukken. Beide voorstellen werden tezamen onderzocht.

De redenen, ingeroepen in het verslag over dit laatste wetsontwerp, kunnen insgelijks gelden om het huidige voorstel volkomen te billijken. Dit voorstel, strekkende om « de schoonheid der landschappen te behouden », tracht inderdaad, in een bescheiden vorm en voor een bijzonder punt, gevolg te geven aan een der uitgedrukte wenschen op talrijke congressen, aan het verlangen van allen die de natuur en de landgezichten liefhebben.

Het is een weerklank van het verzet, dat zich dadelijk lucht geeft zodra onze landschappen worden bedreigd, zodra er welke aanslag ook wordt gepleegd op de gesteldheid van onze bosschen.

Onlangs uitte de openbare meening zich voor het behoud van de woeste heerlijkheid der streck van de Hooge Veenlanden.

Het domein van het Zoniënbosch schijnt voortaan behoed tegen de hebzucht van speculanten of van niet minder geduchte ondernemingen van zoogezegde « opschikkers en optooiers van landschappen ».

Het past hier gelukwenschen toe te sturen aan den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw, omdat hij de toezieners over wateren en bosschen op het hart heeft gedrukt dat men de bosschen hun wild aanzien moet laten, en omdat hij herhaaldelijk verzekerde dat hij er

(1) Wetsvoorstel, n^r 234 (zittingsjaar 1904-1905).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Cousot, bestond uit de heeren Borboux, Claes, Tibbaut, Vandervelde, Versteylen, Wauwermans.

steeds zou tegen opkomen « indien men het Zoniënbosch wilde ontsieren door het aanleggen van nieuwe weelderige lanen ».

Niettemin blijft het waar, dat de oevers der Maas, der Ourthe, der Semois, wonderbare streken — die men het Belgisch Klein Zwitserland heet, alsof zij moeten blozen voor de benaming van « Groot Ardennen » —, nog steeds worden bedreigd; dat er, zooniet een conflict, ten minste een strijd van belangen schijnt te bestaan tusschen de behoeften der nijverheid en de rechten der schoonheidsleer.

Zonder regel noch voorbehoud eene schilderachtige landstreek prijs geven aan industrieele verwoesting, dat is een nationalen schat verspillen, een deel van 's lands voorkomen vernietigen.

Weliswaar ware het eene misgreep in anderen zin, indien men beproefde gansch een land of eene streek te herschappen in eene warande, ontoegankelijk voor arbeiders en nijverheidsmannen.

Onlangs waren wij getuigen van dergelijk geschil naar aanleiding van eene aanvraag om te Namêche eene fabriek op te richten.

Kunst en natuur kunnen een terrein van verstandhouding aantreffen.

Met het oog daarop, is het voorstel van de heeren Destrée en Carton de Wiart volstrekt toegevend en bijzonder practisch.

De bergen leveren ons telken stond een bewijs van de gemakkelijheid waarmede de natuur opnieuw bezit neemt van het gebied waaruit men trachtte haar te verbannen.

Laten wij ze helpen in hare pogingen om zich te bevrijden van de smetten, haar door de nijverheid opgelegd.

Eene oplossing in den aard van degene, die u is onderworpen, werd onlangs voorgestaan, ten einde de ertsstorten in het Moezeldal weg te nemen.

Op dit oogenblik legt, in Engeland, de *Midland reafforesting association* zich toe op het beboschen van de afschuwelijke bergen kalkgruis en zavel, door menschenhanden opgehoopt rondom alle mijnputten. Haar streven heeft bewezen dat, ondanks het uiterst dor voorkomen van die storten, de plantgewassen konden gedijen. Met goeden uitslag zijn verleden jaar te Wednesburg twee en een half hectaren beplant en even zooveel op Old Hill. Zonder het optreden van die Vereeniging bleven deze gronden ongeschikt tot welke bestemming ook.

Ongetwijfeld zou het Departement van Landbouw in staat zijn, de pogingen voor te lichten en aan te moedigen ten einde ten spoedigste tot de beste uitslagen te geraken. Het kan de planten- en boomsoorten opgeven, die kloek genoeg zijn om wortel te vatten in rotsgrond. Zodoende zou zij de poging steunen, die wij met zooveel bijval zagen aanwenden voor de herbebossing.

Zonder aarzelen vereenigde zich de Commissie met het beginsel van het voorstel.

Doch, naar het schijnt, behooren de bewoordingen te worden verduidelijkt, want de verplichting, die het voorstel oplegt, kan niet steeds even krachtig worden doorgezet in al de gewesten van het land.

Sommige streken zijn van natuur bestemd om te moeten voldoen aan de behoeften der nijverheid; het schijnt dat zij geen ander grootsch voorkomen kunnen erlangen dan ditgene, haar verstrekt door de macht des ingenieurs.

Bezwaarlijk ware het te begrijpen dat de nijveraars zouden blootstaan aan het gevoelen der rechtbanken, die zouden uitmaken — volstrekt eerste voorwaarde — of er al dan niet « schade is toegebracht aan de schoonheid van het landschap ».

De verplichting dient te worden beperkt tot de ontginners van mijnen, graverijen in de open lucht, steengroeven en openbare werken; zij dient niet te worden uitgestrekt tot al wie om 't even welke onderneming uitvoert, al ware 't zelfs landbouw of eenvoudig het tot waarde maken van zijn eigendom.

Voor het ontginnen van mijnen en graverijen is eene machtiging noodig; de ontgining van steengroeven in de open lucht kan worden geregeld; voor spoorweg- en baanwerken behoren de openbare machten vooraf op te treden: in elk geval is het begrijpelijk, dat deze machtiging slechts wordt gegeven mits het beschadigen van het uitzicht wordt verholpen. Men mag aan het doorzicht der Regeering de zorg overlaten om den ondernemer daarvan te ontslaan, zoo zij denkt dat de maatregel onbillijk is.

Doch dit kan slechts een tijdelijk stelsel zijn; men zal er wel moeten toe komen, later — wij hopen spoedig — de landschappen en uitzichten te schikken naar het voorbeeld der Hessische en der Fransche wet.

Van dat oogenblik af, ware het voorstel der heeren Destrée en Carton de Wiart gemakkelijk toe te passen: er dient eenvoudig te worden voorzien dat het zal gelden voor streken, door de commissiën afgebakend.

Sedert 30 Maart 1887 bestaat in dat opzicht in Frankrijk eene zeer duidelijke wet op de gedenkteeken en kunstvoorwerpen, welke behoud een nationaal belang oplevert met het oog op de geschiedenis of de kunst.

De eerste drie hoofdstukken daarvan verschaffen het middel om talrijke gedenkteeken te rangschikken en te bewaren hetzij uit hoofde van hunne kunstwaarde of wegens geschiedkundige herinneringen, zooals het huis van Jeanne d'Arc te Domremy, of de zaal geheeten « Salle du Jeu de Paume » te Versailles.

Doch, zoo artikel 5 van die wet den Minister van Schoone Kunsten het recht toekent om te onteigenen de ruwe monumenten uit den vóórhistorischen tijd alsmede de gronden waarop zij staan, wordt, bij de beslissing, niet gelet op het uitzicht: zij worden beschouwd als gedenkenissen van het verleden, als eene geheimzinnige herinnering aan het verblijf onzer voorouders.

De Fransche wetgever beschikte over eene gansche bestuursinrichting, waaraan kon worden toevertrouwd het bewaken en beschermen van de waterloopen, — aan welke wateren men ten laste legde dat zij geene andere verdiensten hadden dan hun gemurmel en frischheid op hun steenen bed-

ding—; van de boomen, in hunne schoonheid niet beseffend hoeveel planken, blokken, takkebossen zij kunnen opleveren; van de woeste rotsen, onbewust van de hoeveelheid kalk, steenklompen en kasseien die zij zouden kunnen geven.

Ook was het gemakkelijk, in elk departement eene commissie voor de uitzichten en natuurlijke monumenten met een kunstkarakter tot stand te brengen.

Op 10 Juli 1908 werd door den afgevaardigde Charles Beauquier ingediend een wetsvoorstel tot regeling van tijdelijke bezetting van gronden, gerangschikt onder de te beschermen uitzichten of gedenkteekenen.

Artikel 2 en de volgende artikelen van dit voorstel nemen den tekst van het u voorgelegd ontwerp over of gaan daarvan uit (1).

De Commissie, door den Belgischen Geschied- en Oudheidkundigen Bond belast met het opmaken van een ontwerp van wet betreffende het behoud van de monumenten, bleef niet werkeloos in den door ons hierboven opgegeven zin (2).

Een voorontwerp, opgesteld door den heer Benoidt, lid der Koninklijke Academie van oudheidkunde, en aangevuld door den heer A. de Behault de Dornon, adsisent bij het Museum van Natuurwetenschappen; een ander ontwerp van den heer de Munck, tot instelling van provinciale commissiën voor het bewaren van voorwerpen die belang kunnen opleveren voor de geschiedenis, de oudheidkunde en de wetenschappen, werden grondig bestudeerd en behandeld. In 't begin van dit jaar stelde zij een definitieven tekst op; het is dan ook te wenschen dat eerlang gevolg kan worden gegeven aan de verklaring, door Minister de Burlet op 2 Augustus 1891 afgelegd ter plechtige vergadering van een der congressen van den Bond:

« De Regeering is van plan in den loop van den aanstaanden zittijd een » ontwerp van wet bij de Kamers in te dienen, strekkende om de monumen- » ten en kunstwerken, ons nagelaten door onze voorouders, te behoeden » tegen vandalisme. »

(1) EERSTE ARTIKEL. — In geen geval kan machtiging worden verleend tot het tijdelijk bezetten van gerangschikte natuurlijke monumenten, uitzichten en landschappen. Hetzelfde geldt voor de omgeving van gemelde monumenten, uitzichten en landschappen, binnen een kring, in elk departement te bepalen door de departementale Commissie voor de Uitzichten, ingesteld overeenkomstig de voorschriften der wet van 21 April 1906.

ART. 2. — Elke ondernemer die het zichtbaar voorkomen van den bodem wijzigt moet, zoodra zijne werken zijn voltrokken en, zoo mogelijk, naar gelang van de achtereenvolgende gedeeltelijke voltrekking, de schade herstellen die is toegebracht aan de schoonheid des landschaps, namelijk door het aanleggen van de noodige beplantingen om een mantel van groen te werpen over uitgravingen, wegruimingen of ophoogingen die hij bestendig laat bestaan.

ART. 3. — Gedraagt hij zich niet naar bovenstaand artikel, zoo kan hij daartoe gerechtelijk worden gedwongen.

ART. 4. — Eene verordening van openbaar bestuur regelt de proceduur en de bijzonderheden van deze wet.

(2) Congres te Bergen, 1905 en, te Gent, 1907.

Tot het oogenblik waarop dit werk wordt verwezenlijkt, kan private ondernemingsgeest bij voortduur uiterst vruchtbaar werk verrichten.

Evenals er vereenigingen bestaan van vrienden der museums, door wier toedoen en offers in onze museums worden behouden zekere schatten die ons, scheen het, moesten ontsnappen, waarom zouden er hier geene genootschappen van *vrienden der gezichtspunten* kunnen tot stand komen?

In 1894 kwam, in Engeland, de *National Trust for places of Historic Interest and National Beauty* tot stand.

Deze vereeniging richt een oproep tot al wie oordeelt dat een land, wil het niet tot verval geraken, zijne overgeërfde schoonheid niet mag verliezen.

Zij kocht reeds twintig eigendommen aan. Haar eerste aankoop was eene strook woest land van 14 acres op Barras Head, vlak vóór Tintagel Castle, op de kusten van Cornwallis, daar waar de legenden van Koning Arthur voortleven.

Om de landschappen van Brandehow, op de oevers van het Derwentmeer, welks heerlijkheid Wordsworth bezielde, aan te koopen en openbaar toegankelijk te maken, waren 6,500 pond sterling bijeen te brengen. Eene inschrijving werd geopend, en onder hen die hun offer inzonden, zoowel uit Azië, Afrika als uit Amerika, bevond zich een werkman uit Sheffield, die zijne halve kroon toestuurde, zeggende :

« Mijn leven lang was mijn droom de meren te zien ; thans ontvalt mij de hoop ze ooit te aanschouwen, maar toch wil ik bijdragen om ze voor anderen te bewaren ».

De *National Trust* ontving giften. Dichter W. H. L. Nation schonk haar de hoogten van Rockbeare, nabij Exeter, een en twintig acres bosch en heide op de hoogten ; nog andere schenkingen verschaffen haar de steile kust van Barnmouth, de bouwvallen van Duffield Castle, op de Derwentriver, niet verre van Derby.

Waar de trust geene domeingoederen kan aankopen, tracht zij enkele herinneringen uit het verleden, natuurlijke monumenten te redden, « *memorials* » op te richten waarvan het gezicht aan de kunst doet denken en het schoonheidsgevoelen opwekt.

Bewonderenswaardige gezichtspunten hebben doorgaans niet eene aanzienlijke geldswaarde : De bouwvallen van Pierrefonds werden aangekocht voor zeventuizend frank.

Een dolmen, rotsblok, en een omliggend boschje werden onlangs verkocht voor negentig frank.

Kort vóór haar afscheiden schonk Hare Majesteit de Koningin 12,000 frank uit hare particuliere kas, om te verhinderen dat de groote boomen in de Belgische Ardennen worden uitgehakt ; zij droeg bij tot het behoud van dien waterval te Høgue, in de buurt van Spa. Toen de Koning de domeinen van Ciergnon en Ardenne aan het land schonk, bedong hij dat de « minerale schatten slechts mogen ontgonnen en spoorwegen mogen worden aangelegd naar gelang dat deze ontginning en aanlegging kunnen samenbestaan met het behoud van het kunstkarakter en het landelijk uitzicht der domeinen. »

's Konings square op de Louizalaan is tegen elke wijziging beschermd door het instellen van de Commissie voor de Koninklijke Schenking.

Bijdragen om de natuur te verzoenen met de nijverheid, ware een vruchtbaar werk.

De kennis van den « kunstrijkdom » bestaat nog niet heel lang.

Eene eeuw geleden werd er weinig aan gedacht dat er onstoffelijke goederen zijn en dat tot de vaderlandsliefde van volken of personen kan behooren het verdedigen van een ander goed dan datgene wat werkelijk in bezit kan worden genomen, roerend of onroerend goed.

Intellectueele rechten waren onbekend of werden miskend; niemand dacht dat een kunstwerk enkel de belichaming is van de opvatting des kunstenaars; dat de scheppende gedachte rechten verschaft, die den eigenaar der stof vreemd zijn.

Wie dacht, vóór eene halve eeuw, aan 't oogenblik waarop, volgens Mentchikoff's uitdrukking, « de mensch der XIX^e eeuw als een beul in de natuur optrad », waarop de ruwe kracht der nijverheid opkwam tegen het landelijk leven van J. J. Rousseau en de herderstooneelen van Trianon; wie dacht er aan dat zekeren dag de wetgever, die krijgsveldstbaarheden instelde, ook zou gerechtigd zijn, kunstdienstbaarheden tot stand te brengen?

Dit werk is nochtans zoo goed als schoon.

Waar het schoonheidsgevoel herleeft, wordt ook het zedelijk peil verhoogd; zoodra deze kunstliefde hare plaats en belangrijkheid heeft ingenomen, zal men bekennen dat het beter is de schoonheden van elk land te bestudeeren en, de eene bij de andere, voorwerpen op te sporen om die te begrijpen, te bewonderen en lief te hebben, dan elkander te beoorlogen.

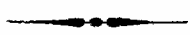
Het Parlement zal er prijs op stellen, het uur te vervroegen waarop dit ideaal volkomen wordt verwezenlijkt.

De Verslaggever,

WAUWERMANS.

De Voorzitter,

G. COUSOT.



Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Tout exploitant qui modifiera l'aspect visible du sol sera tenu, aussitôt ses travaux achevés, et si possible, à mesure de leur achèvement partiel successif, de réparer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsister d'une manière permanente.

ART. 2.

A défaut de se conformer au précédent article, il pourra y être contraint par justice. L'action sera poursuivie devant le tribunal de première instance du lieu dévasté, à la requête du Procureur du Roi. Elle appartiendra également à tout citoyen belge.

Le tribunal s'entourera de tous les renseignements nécessaires et recourra, s'il y a lieu, à une expertise, aux fins de déterminer de quelle manière peuvent se concilier équitablement les droits de l'exploitant et ceux de l'esthétique des paysages.

Wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Elk ondernemer, die het zichtbaar voorkomen van den bodem wijzigt, is, zoodra zijne werken voltooid zijn, en, indien mogelijk, naarmate van hunne gedeeltelijke voltooiing, gehouden de schade, aan de schoonheid van het landschap toegebracht, te herstellen, inzonderheid door de noodige plantsoenen aan te leggen om de blijvende uithollingen, weggravingen of aardingen met een mantel van groen te bedekken.

ART. 2.

Onderwerpt hij zich niet aan het vorig artikel, dan kan hij daartoe in rechten gedwongen worden. De eisch wordt, op vordering van den Procureur des Konings, gebracht voor de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de verwoeste plaats is gelegen; hij kan insgelijks worden ingesteld door elken Belgischen burger.

De rechtbank neemt alle noodige inlichtingen en beveelt, zoo daartoe redenen zijn, eene plaatsopneming, ten einde vast te stellen op welke wijze men de rechten van den ondernemer en de schoonheidsvereischen der landschappen kan doen samengaan.

(1)

Wetsvoorstel tot het behoud van de schoonheid der landschappen.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

ARTICLE PREMIER.

A défaut de dispense expresse dans l'acte de concession, ou d'autorisation spéciale, tout exploitant de mines, minières ou carrières à ciel ouvert, tout concessionnaire de travaux publics de nature à modifier l'aspect visible du sol et à entraîner dommage à la beauté du paysage, est tenu de couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais destinés à subsister d'une manière permanente.

Les plantations seront exécutées à mesure de l'achèvement partiel successif des travaux.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

EERSTE ARTIKEL.

Bij gebrek van uitdrukkelijke vrijstelling in de akte van concessie, of van bijzondere machtiging, is elke ontginner van mijnen, graverijen of steengroeven in de open lucht, elke aannemer van openbare werken, die het zichtbaar voorkomen van den bodem kunnen wijzigen en schade toebrengen aan de schoonheid van het landschap, gehouden met een mantel van groen te bedekken de uithollingen, weggravingen of aanaardingen bestemd blijvend te bestaan.

De beplantingen moeten geschieden naarmate van de gedeeltelijke voltooiing der werken.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

Proposition de loi.

Wetsvoorstel.

ART. 3.

La présente loi s'applique à l'État,
aux provinces et aux communes de
même qu'aux entreprises privées.

ART. 3.

Deze wet is van toepassing op
den Staat, op de provinciën en op
de gemeenten, alsmede op de pri-
vate ondernemingen.

Texte amendé.

Gewijzigde tekst.

Ajouter un alinéa 3.

A défaut d'exécution dans le délai que fixera le tribunal, les travaux seront opérés d'office aux frais de l'exploitant par les soins de l'administration communale.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Een 3^{de} lid toe te voegen :

Bij gebrek van uitvoering binnen den tijd, door de rechtbank te bepalen, worden de werken ambtshalve verricht, op kosten van den ondernemer, door de zorg van het gemeentebestuur.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)